

Questions orales

M. Axworthy: Quelle est la réponse?

M. Mayer: Nous voulons poursuivre le dialogue avec eux afin d'obtenir des résultats. Nous n'allons pas à l'extérieur du pays traiter les gens de tous les noms.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre, qui a fait des promesses fort précises aux agriculteurs de l'Ouest. La décision annoncée hier par le gouvernement va entraîner une perte nette de revenus de un milliard de dollars par année pour les producteurs céréaliers des Prairies. Ajoutée à leur charge actuelle, cela veut dire que cette année leur revenu va être inférieur à zéro—néant. Après les promesses faites par le premier ministre aux dernières élections, pourquoi a-t-il laissé tomber l'agriculteur de l'ouest du Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous sommes certes au courant du grave problème qui existe dans l'ouest du Canada relativement au prix des denrées. Voilà pourquoi le gouvernement a tellement cherché, avec près de 100 mesures annoncées depuis son arrivée au pouvoir, à aider le secteur agricole, spécialement dans l'ouest du Canada. En fait, il est bien connu dans l'Ouest que s'il y a au Canada un parti des agriculteurs, c'est bien le parti progressiste conservateur.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Dans le passé, plus maintenant.

M. Benjamin: C'est le retour des années de malheur.

M. Mulroney: Nous avons adopté les exemptions de gain en capital, la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest, la Loi sur le transport du grain de l'Ouest, et les paiements anticipés pour les récoltes. Nous avons apporté une aide considérable aux agriculteurs de l'ouest du Canada. Ce n'est pas assez, nous allons faire plus, et avec l'aide de tous les députés nous allons pouvoir le faire dans le . . .

• (1425)

M. le Président: À l'ordre.

LA DÉCLARATION DU PREMIER MINISTRE

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, à cause de ce parti qui serait, selon le premier ministre, celui des agriculteurs, 40,000 agriculteurs canadiens sont sur le point de faire faillite, sans parler des effets de l'annonce d'hier.

Il y a près de deux ans, le premier ministre a déclaré ceci à la Chambre: «Lorsque les intérêts de l'ouest du pays sont en jeu, c'est toujours lié à autre chose. C'est l'attitude typique qu'adopte le gouvernement. Il n'est donc pas surprenant que les habitants de l'Ouest n'aient aucune confiance en eux.» Il parlait alors des libéraux. Pourquoi était-ce plus vrai des libéraux à l'époque que des conservateurs à l'heure actuelle?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Parce que, monsieur le Président, les libéraux, avec l'aide de leurs bien-aimés amis néo-démocrates, ont écrasé les agriculteurs de l'Ouest. Nous leur avons redonné vie.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Voilà ce qui nous distingue des socialistes et des libéraux. Nous avons présenté des dizaines de mesures conçues pour récompenser la productivité des agriculteurs de l'Ouest. Ces derniers savent fort bien que nous leur avons apporté une aide extrêmement utile contrairement à d'autres. Ils n'ignorent pas non plus que s'ils cherchent un ami à Ottawa, ils n'ont qu'à s'adresser au gouvernement progressiste conservateur.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Ils se sont peut-être tournés vers le parti conservateur au cours des dernières élections, mais je suis persuadé qu'ils ne feront pas de même lors des prochaines.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Ne faites pas ce pari avec Bob White.

M. Broadbent: Quel principe conservateur a bien pu pousser le gouvernement à trouver l'année dernière en un week-end un milliard de dollars pour les banques puis à aller puiser cette année un milliard de dollars dans les poches des agriculteurs des Prairies?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous avons injecté près de 3 milliards de dollars dans le secteur agricole depuis notre arrivée au pouvoir. Nous avons précisé que ces crédits, bien qu'utiles, n'étaient pas suffisants et que nous espérions faire plus. Le député soulève la question des différences entre le gouvernement actuel et les autres. Eh bien, notre gouvernement n'a pas fait supporter aux agriculteurs des taux d'intérêt de 20 p. 100 et il ne leur a pas dit d'aller vendre leur blé eux-mêmes.

Des voix: Bravo!

M. le Président: À l'ordre, s'il vous plaît.

UN DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'EFFECTUER UN PAIEMENT PROVISOIRE EN VERTU DE LA LOI DE STABILISATION CONCERNANT LE GRAIN DE L'OUEST

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé. Il a dit que la décision annoncée hier constituait une mauvaise nouvelle. Or pour la plupart des agriculteurs de l'Ouest, c'est une véritable catastrophe. Étant donné que le paiement initial du blé ne couvrira même pas les coûts de production pour bon nombre de jeunes agriculteurs au bord de la faillite, le ministre est-il prêt à s'engager dès maintenant à distribuer un milliard de dollars tiré du Fonds de stabilisation du grain de l'Ouest?